



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ministère de l'éducation nationale et Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation
Rectorat de GUYANE

ACQUISITION DE MATERIELS ET DE PETITES FOURNITURES INFORMATIQUES – 2025

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : DSI-RECT-03-2025

Procédure de passation : Procédure adaptée ≤ 90 k EUR HT

Date et heures de limite de remise des offres :

Les plis devront être transmis au plus tard le 01 /12/2025 à 12h00 (heure locale) soit 16h00 (heure métropole).

Sommaire

	1
ARTICLE 1 - IDENTIFICATION	4
ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	6
6.1 Cadre général	6
6.2 Reconstitution de l'accord-cadre	6
ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION	6
ARTICLE 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
9.1 Représentation des parties	7
9.1.1 Représentation de l'acheteur	7
9.1.2 Représentation du titulaire	7
9.2 Conditions d'exécution	7
9.2.1 Remplacement des intervenants	7
9.2.2 Emission et exécution des bons de commande	8
9.2.3 Pilotage	9
9.2.4 Exigences relatives aux prestations	10
9.2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance	10
9.3 Obligations du titulaire	11
9.3.1 Obligation de conseil	11
9.3.2 Obligation d'information	11
9.3.3 Mesures de sécurité	11
9.4 Responsabilité du titulaire	11
9.5 Considérations sociales	12
9.6 Considérations environnementales	12
9.7 Bilan des émissions de gaz à effet de serre	13
9.8 Traitement de données à caractère personnel	13
9.9 Confidentialité et secret des affaires	15
9.10 Clause de réexamen	16
9.11 Valorisation des ordres de service	16
9.12 Constatation de l'exécution des prestations	16
9.12.1 Contrôle	16
9.12.2 Opérations de vérification	17
9.12.3 Décisions après vérification	17
9.13 Garantie	17
9.14 Primes	18
9.15 Pénalités	18
9.15.1 Pénalités de retard	18
9.15.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations	19
9.15.3 Pénalités liées aux considérations environnementales	19
9.15.4 Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre	19
ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER	20

10.1	Forme et contenu des prix	20
10.2	Variation des prix	20
10.3	Avances	20
10.4	Modalités financières	21
10.4.1	Répartition des paiements	21
10.4.2	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire	21
10.4.3	Intérêts moratoires	22
10.4.4	Modalités de facturation	22
10.5	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande	23
10.6	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	24
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES		25
11.1	Echanges dématérialisés	25
11.2	Langue	25
11.3	Sous-traitance	25
11.4	Assurances	26
11.5	Autres obligations administratives	26
11.6	Résiliation	27
11.7	Exécution aux frais et risques du titulaire	28
11.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	28
11.9	Différends	31
11.10	Litiges et contentieux	31
ARTICLE 12 - ANNEXES		31
ARTICLE 13 - DEROGATIONS AU CCAG		31
ARTICLE 14 - DEROGATIONS AU CCAG		32

Article 1 - IDENTIFICATION

La procédure est portée par le Pouvoir adjudicateur ou son représentant
Ministère de l'éducation nationale et Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

Le Recteur de l'Académie de la Guyane
Chancelier de l'Université
Directeur Académique des Services
de l'Éducation Nationale

Site de TROUBIRAN
B.P. 6011
97306 CAYENNE Cedex

Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la fourniture de matériels informatique bureautique pour le fonctionnement du système informatique du rectorat et des postes de travail de l'ensemble du personnel des services académiques.

L'accord-cadre porte sur des prestations de fournitures.

Code(s) CPV de la consultation :
30200000 - Matériel et fournitures informatiques.
30237300 - Fournitures informatiques.

Article 3 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

Les utilisateurs du matériel sont les personnels des services académiques.

Les fournitures et prestations attendues sont détaillées dans le CCTP.

Article 4 - ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est alloti.

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
- Lot n°1	- Poste de travail et accessoires
- Lot n°2	- Pièces détachées et périphériques

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Le nombre de lot qui pourra être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

L'attribution sera mono attributaire par lot.

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Article 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire.

[L'accord-cadre est une procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions de l'article L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-4 du Code de la commande publique.

L'attribution sera -attributaire respectivement pour chacun des lots 1 et 2.

L'attribution du marché sera mono attributaire pour chacun des lots n°1 et n°2.

Les candidats sont tenus de répondre à l'intégralité des postes définis à l'article 5 Configuration type standard du CCTP, à savoir :

- Lot n°1 – Postes de travail et accessoires
 - 5.1.1 Configuration de poste fixe « unité centrale »
 - 5.1.2 Configuration All-In-One « PC tout-en-un » avec et sans lecteur carte mémoire
 - 5.1.3 Configuration écran
 - 5.1.4 Configuration ordinateur portable
 - 5.1.5 Configuration tablette numérique « Android » avec et sans LTE 4G voir Plus
 - 5.1.6 Configuration tablette numérique « Windows » avec et sans LTE 4G voir Plus
- Lot n°2 – Pièces détachées et périphériques
 - 5.2.1 Pièces détachées
 - 5.2.2 Périphériques et accessoires

Les candidats doivent impérativement présenter une offre complète pour l'ensemble des postes du ou des lots sur lesquels ils se positionnent.

À défaut, l'offre sera considérée comme incomplète et sera, de ce fait, déclarée irrégulière conformément aux dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, et ne sera pas examinée.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande. Les prestations feront l'objet de bons de commande exécuté en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, conformément au montant maximum défini ci-après.

L'accord-cadre est conclu :

- sans minimum, avec un maximum de 90 000€ pour les deux lots

Les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins et s'exécutent jusqu'à leur terme.

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé respectivement pour chaque lot :

- Soit 75 000€ maximum pour le lot n°1
- Soit 15 000€ maximum pour le lot n°2.

Les bons de commande s'exécuteront au fur et à mesure des besoins.

Le présent accord-cadre **ou le cas échéant le lot concerné** cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Cadre général

L'accord-cadre est conclu pour chacun des deux lots pour une durée de 12 mois. La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

N°	Intitulés lots séparés
- Lot n°1	- Poste de travail et accessoires
- Lot n°2	- Pièces détachées et périphériques

6.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

Article 7 - LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est conformément aux prescriptions de l'article 4.2 du CCTP au Rectorat site de Troubiran Route de Baduel BP 6011- 97300 CAYENNE.

Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

L'acte d'engagement (ATTR11) et ses éventuelles annexes ;

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;

L'offre technique du titulaire ;

- Le bordereau des prix unitaires à titre indicatif (complété, daté et signé sera transmis par le candidat sous format tableur Excel);
- Devis estimatif (complété, daté et signé)
- le cadre de réponse du candidat répondant au cahier des charges ;
- Les catalogues du candidat et tout document complémentaire que le candidat juge utile à la présentation de son offre;
- Un relevé d'identité bancaire
- le protocole de sécurité général (complété, daté et paraphé);
- les noms et les qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché ;
- la demande d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement ;
- la part des prestations que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter, notamment à des petites et moyennes entreprises ;

À noter que :

Le BPU comporte l'ensemble des références du titulaire (en cas de mise à disposition via tableur le fichier devra être compatible Excel) et pour chaque référence les items suivants :

- o Référence de l'article
- o Nom de l'article
- o Prix TTC Non remis
- o Pourcentage de remise
- o Prix TTC remis

- Les fiches techniques des matériels et produits proposés
- Le catalogue en français (à transmettre par voie dématérialisée illustré par des photographies représentatives de leurs produits écrit en langue française, et affichant les prix publics).

Ce catalogue illustré doit permettre de visualiser les produits et accessoires associés pour permettre aux services prescripteurs de faire leurs demandes d'achats. Les références des produits et accessoires du catalogue devront correspondre aux références du fichier décrit ci-dessus.

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

9.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations et de la certification du service fait.

Cet interlocuteur est le Chef de Division des systèmes d'Information (DSI).

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

9.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG -FCS, dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.2 Conditions d'exécution

9.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai **48 heures** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

9.2.2 Emission et exécution des bons de commande

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Conformément à l'article 3 du CCAG -FCS, si le bon de commande est notifié par le biais du profil d'acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé. Cette notification est certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique.

À défaut de consultation, la notification est présumée dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date de sa notification.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande
- le nom du marché
- le numéro du marché
- la référence du marché
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- les quantités,

- le délai d'exécution de la prestation
- la date de début d'exécution du bon de commande
- la date de fin d'exécution du bon de commande
- la référence au bordereau de prix unitaire
- le prix unitaire correspondant au bordereau des prix (BPU),
- le montant total du bon de commande (calculé sur la base des prix du marché)
- les lieux d'exécution des prestations

L'émission du bon de commande vaut engagement contractuel au sens du présent marché et déclenche l'exécution des prestations.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire/les titulaires est/sont mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire/les titulaires signale/signalent à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il(s) lui indique(nt) la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG FCS.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard **2 mois** suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Demandes de devis – rôle et portée

À titre administratif, et afin de vérifier la conformité technique, la disponibilité des produits ou pour faciliter le suivi de l'exécution, l'acheteur peut adresser au titulaire une demande de devis avant l'émission du bon de commande.

Cette demande de devis :

- à une valeur purement informative et non contractuelle ;
- ne constitue pas une remise en concurrence ni un avenant au marché ;
- ne peut en aucun cas modifier les prix, conditions ou caractéristiques techniques définis dans le présent marché.

Le devis transmis par le titulaire doit être strictement conforme au bordereau de prix et aux conditions du marché. Il sert uniquement de support administratif de validation pour l'émission du bon de commande.

Délai de transmission du devis

Le titulaire dispose d'un délai maximum de trois (3) jours calendaires ouvrés à compter de la réception de la demande de devis pour transmettre sa proposition au service prescripteur.

Ce délai peut être adapté pour des demandes présentant un caractère particulier, sous réserve d'une justification préalable acceptée par l'acheteur.

Rappel sur le caractère non obligatoire du devis

Le présent marché étant un marché à bons de commande mono-attributaire avec BPU, la demande de devis n'a pas de caractère obligatoire.

Le bon de commande demeure le seul document contractuel d'engagement, conformément à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

9.2.3 Pilotage

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur et le titulaire :

Réunion de démarrage

Les prestations débutent par une réunion de démarrage au cours de laquelle le représentant de l'acheteur présente son organisation, son activité et les données disponibles (documents, supports...) relatives aux prestations.

L'objet de cette réunion est de :

- présenter l'organisation de l'accord-cadre ;
- s'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagement) ;
- rappeler la nature des livrables et le planning associé ;
- rappeler le processus de validation / acceptation des livrables ;
- agréer le mode de reporting du prestataire (mise en œuvre pratique des dispositions stipulées dans le marché : fréquence des réunions d'avancement, nature et formalisme des comptes-rendus, etc.) ;
- préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire.

Réunion d'avancement et suivi

En temps que de besoin, une réunion d'avancement assurera un suivi au plus près de l'état des prestations, afin de s'assurer de l'adéquation entre le besoin exprimé et la prestation réalisée.

Cette réunion abordera, notamment, les points suivants :

- respect du planning (tâches engagées, tâches closes), voir le système de pénalités décrit dans le présent document;
- mise à jour des écarts/dérives éventuels (besoin exprimé, prestation...) et identification des actions correctives et préventives;
- points techniques ouverts;
- bilan des actions non closes;
- échanges et avis sur l'exécution des prestations objet des marchés subséquents. Ces avis sont distincts des opérations de vérifications;
- définition des tâches à venir.

La gestion des actions soulevées lors de ces réunions d'avancement est faite par le représentant du titulaire.
Le prix de ces réunions est inclus dans le prix du marché.

Le titulaire assure veuille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à l'acheteur toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité. Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité de **100 euros** par manquement constaté.

9.2.4 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Le protocole général de sécurité et d'accès au site devra être respecté.

En application de l'obligation d'acquisition de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire s'engage à fournir les produits, objets de l'accord-cadre, dans le respect des proportions indiquées par l'acheteur dans le CCTP à l'article 6 du CCTP (et plus précisément son intitulé « **Performance environnementale** »

9.2.5 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le membre désigné pour l'exécution des tâches essentielles doit justifier des compétences techniques, références et moyens nécessaires à la bonne réalisation des prestations prévues au marché.

Les tâches essentielles, telles que définies à l'article 6.5 du Règlement de la Consultation et aux articles 4 et 5 du CCTP, comprennent notamment :

- la fourniture et la livraison des matériels et logiciels informatiques ;
- la vérification de conformité et la mise en œuvre des garanties contractuelles ;
- la maintenance et le service après-vente pendant la durée du marché.

Ces tâches, considérées comme essentielles à la bonne exécution du marché, ne peuvent faire l'objet d'une sous-traitance totale.

Toute sous-traitance partielle, notamment pour les opérations de transport ou de logistique, devra être expressément déclarée et préalablement acceptée par le pouvoir adjudicateur, conformément aux articles L.2193-9 et R.2193-12 du Code de la commande publique.

En cas de défaillance du co-traitant chargé de l'exécution des tâches essentielles, celles-ci pourront, après accord du pouvoir adjudicateur, être reprises soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant agréé présentant les mêmes garanties de compétence et de fiabilité.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement devront désigner un remplaçant dans un délai de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure émise par l'acheteur.

À défaut de désignation dans ce délai, le membre exécutant la part financière la plus importante à la date de la défaillance sera désigné d'office comme nouveau mandataire du groupement.

9.3 Obligations du titulaire

9.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil, d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport formel.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

9.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. **(Voir notamment protocole général de sécurité).**

Le titulaire a l'entière responsabilité de ses personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter la prestation. Il s'engage à produire une attestation d'assurance justifiant d'une couverture en responsabilité appropriée à l'objet du présent marché.

La rémunération, les charges sociales et fiscales correspondantes et les frais inhérents à l'emploi de ce personnel sont à la charge du titulaire qui a seule compétence pour en assurer la discipline, l'inspection et la direction.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

À défaut, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au présent CCAP.

En cas de manquement grave du titulaire du marché, au regard de la législation sociale, celui-ci pourra être mis en demeure (voie recommandée avec accusé de réception) de faire cesser ces manquements.

La lettre restée sans effet sous huitaine, entraînera la rupture du présent marché, sans préavis.

Le pouvoir adjudicateur se réservant le droit de demander - par voie judiciaire - des dommages et intérêts compensant le préjudice subi.

9.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition

vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

9.5 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

9.6 Considérations environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application des articles **R.2111-10** et **L.2112-2** du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre intègre des **spécifications techniques à caractère environnemental**, définies aux articles **4.2 (Livraison)** et **6 (Performance environnementale)** du CCTP, ainsi que des **conditions d'exécution comportant des éléments à caractère environnemental**.

1. Transport, livraison et logistique écoresponsables

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

Il s'engage notamment à :

- planifier les livraisons de manière à éviter, lorsque cela est possible, la circulation pendant les heures de pointe ;
- privilégier le **transport groupé** et les **véhicules à faibles émissions** ou utilisant des modes de transport alternatifs ;
- favoriser l'utilisation d'**emballages recyclables, réutilisables ou issus de matières recyclées**, conformément à l'article 6 du CCTP ;
- former ses chauffeurs ou prestataires de livraison aux principes d'**éco-conduite**.

Le titulaire pourra présenter à l'acheteur, sur demande, un **bilan annuel estimatif des émissions de gaz à effet de serre** générées par les activités de transport et de livraison, accompagné d'un **plan de progrès** pour leur réduction.

2. Gestion des déchets et reprise des matériels

Le titulaire assure la **valorisation ou l'élimination des déchets** créés lors de l'exécution des prestations, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Il s'engage à garantir une **collecte, un tri, un transport et un traitement conformes aux prescriptions légales**, notamment pour les **déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)**.

Il doit être en mesure de produire, à la demande du pouvoir adjudicateur, **tout justificatif de traçabilité** attestant de la bonne gestion des déchets issus de ses prestations.

En cas de non-communication de ces justificatifs après **mise en demeure restée sans effet**, l'acheteur pourra appliquer les **pénalités prévues au présent CCAP**.

3. Sursis de livraison pour motif environnemental

L'acheteur peut accorder un **sursis de livraison** au titulaire lorsque celui-ci justifie de **mesures particulières de réduction d'impact environnemental**, telles que l'organisation de tournées optimisées ou la mutualisation des transports.

Ce sursis suspend, pour une durée égale à sa période, l'application des pénalités pour retard. Aucun sursis ne peut toutefois être demandé pour des événements postérieurs à l'expiration du délai d'exécution de l'accord-cadre, y compris lorsqu'il a déjà été prolongé.

9.7 Bilan des émissions de gaz à effet de serre

Conformément à la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 et à l'article L.229-25 du Code de l'environnement, les titulaires soumis à cette obligation doivent transmettre à l'acheteur leur Bilan des Émissions de Gaz à Effet de Serre (BEGES) et le plan de transition associé dans un délai de six (6) mois suivant la notification du marché.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

S'il arrive à échéance avant la fin du marché, un nouveau BEGES actualisé est transmis dans les trente (30) jours suivant son expiration.

La transmission s'effectue via la plateforme de l'ADEME : <https://bilans-ges.ademe.fr>

9.8 Traitement de données à caractère personnel

L'acheteur est responsable du traitement des données à caractère personnel. Le titulaire est sous-traitant au sens du RGPD.

Le traitement de données à caractère personnel réalisé par le titulaire est strictement limité à l'exécution des prestations définies dans le marché public. L'acheteur met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les caractéristiques du traitement sont les suivantes :

- **Nature** : collecte, consultation, enregistrement, conservation, suppression, etc.
- **Finalité** : réalisation des prestations prévues au marché
- **Durée** : pendant la durée d'exécution du marché, sauf stipulation contraire
- **Catégories de données et de personnes concernées** : [à compléter selon le marché]

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations

1. Obligations du titulaire en matière de protection des données (conformément à l'article 28.3 du RGPD)

Le titulaire s'engage à :

1. Ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée de l'acheteur, y compris en ce qui concerne les transferts vers des pays tiers ou à des organisations internationales, sauf obligation légale contraire.
2. Informer immédiatement l'acheteur s'il estime qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition applicable.
3. Garantir la confidentialité des données traitées et veiller à ce que les personnes autorisées à les traiter soient soumises à une obligation de confidentialité et formées en conséquence.
4. Mettre en œuvre les principes de protection des données dès la conception et par défaut.
5. Aider l'acheteur à satisfaire à ses obligations en matière de sécurité, de notification des violations, d'analyses d'impact et de consultation préalable.
6. Tenir à disposition de l'acheteur un registre des activités de traitement, conformément à l'article 30 du RGPD.
7. Permettre la réalisation d'audits ou d'inspections par l'acheteur ou un tiers mandaté, et y contribuer.
8. Communiquer le nom et les coordonnées de son Délégué à la Protection des Données (DPD) ou d'un point de contact dédié.

2. Sous-traitance ultérieure (article 28.2 et 28.4 du RGPD)

Le recours à un autre sous-traitant est soumis à l'autorisation écrite préalable de l'acheteur. Le titulaire communique l'identité, les coordonnées et les missions du sous-traitant envisagé dans un **acte spécial de sous-traitance** (formulaire DC4 ou équivalent). En cas de refus motivé de l'acheteur, le titulaire s'interdit d'engager le sous-traitant.

3. Information et exercice des droits des personnes concernées

Le titulaire s'engage à informer les personnes concernées lors de la collecte des données, dans les formes et selon les modalités validées par l'acheteur. Il répond, au nom et pour le compte de l'acheteur, aux demandes d'exercice des droits prévues par les articles 12 à 22 du RGPD.

4. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur, dans un délai maximal de **24 heures**, toute violation de données à caractère personnel dont il a connaissance, accompagnée de toute documentation utile. Cette notification vise à permettre à l'acheteur de remplir ses obligations de notification auprès de la CNIL dans les **72 heures**.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire peut notifier la violation à l'autorité de contrôle et, si nécessaire, aux personnes concernées, selon les modalités prévues aux articles 33 et 34 du RGPD.

5. Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les **mesures techniques et organisationnelles** appropriées pour garantir un niveau de sécurité adapté au risque, notamment :

- pseudonymisation, chiffrement,
- intégrité, disponibilité, résilience des systèmes,
- procédures de test, d'évaluation et de correction,
- restauration rapide des données en cas d'incident.

Ces mesures peuvent être précisées dans un document annexe ou dans les pièces particulières du marché.

6. Fin du traitement et sort des données

À l'issue du marché, et selon les instructions de l'acheteur, le titulaire devra :

- soit restituer toutes les données à caractère personnel,
- soit les détruire, y compris toutes les copies,
- justifier par écrit de la bonne exécution de cette opération.
-

7. Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données strictement nécessaires,
- documenter ses instructions de traitement,
- assurer un suivi du respect du RGPD,
- procéder à toute vérification ou audit nécessaire.

8. Sanctions et résiliation

En cas de manquement du titulaire à ses obligations relatives à la protection des données, une pénalité forfaitaire de 50 euros pour défaut de notification, défaut de registre, non-respect des mesures de sécurité imposées par le responsable de traitement, refus injustifié de coopération avec le délégué à la protection des données etc..

Le montant des pénalités pourra être modulé selon la gravité ou le caractère répété des manquements, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

En application des articles L.2195-4 et R.2195-4 du Code de la commande publique et de l'article 33 du CCAG-FCS, le marché pourra être résilié pour faute en cas de manquements graves ou répétés du titulaire à ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel.

Cette résiliation interviendra après mise en demeure restée sans effet dans le délai fixé par l'acheteur.

9. Responsabilité du titulaire

Le titulaire demeure pleinement responsable des manquements commis par lui-même, ses personnels, ses sous-traitants ou partenaires intervenant dans les traitements de données à caractère personnel liés à l'exécution du marché.

9.9 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'information confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le présent accord-cadre concerne des prestations de fourniture, installation, maintenance et gestion de solutions d'impression et de reprographie, incluant les matériels (neufs ou reconditionnés), logiciels associés, services de support, formation et réversibilité. Dès lors, de par l'objet-même de l'accord-cadre, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 250 euros par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution. L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

9.10 Clause de réexamen

En application de l'article **R.2194-1 du Code de la commande publique**, le présent accord-cadre pourra être modifié, sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les cas prévus ci-après.

1. Champ d'application

La présente clause a pour objet de permettre à l'acheteur d'adapter le marché aux évolutions techniques, réglementaires ou fonctionnelles intervenant pendant son exécution, notamment lorsque ces évolutions ont une incidence directe sur :

- la disponibilité des matériels ou logiciels prévus au CCTP ;
- les exigences environnementales ou normatives (article 6 du CCTP) ;
- ou les modalités de maintenance, de garantie ou de livraison (article 4 du CCTP).

2. Nature des modifications envisageables

Les modifications susceptibles d'être apportées dans ce cadre sont notamment :

- le remplacement d'un modèle ou d'une référence devenue obsolète par un matériel équivalent ou plus performant, sans altération du niveau de qualité exigé au CCTP ;
- l'actualisation des logiciels ou accessoires nécessaires au bon fonctionnement des équipements livrés ;
- l'adaptation des modalités logistiques ou de livraison pour répondre à des contraintes environnementales ou d'approvisionnement ;
- l'ajustement des conditions de maintenance ou d'assistance technique dans la limite des prestations prévues initialement.

3. Conditions d'application

Toute modification fondée sur la présente clause fera l'objet :

- d'un avenant écrit précisant l'objet, l'incidence financière éventuelle et la durée d'application ;
- et devra respecter la limite de 10 % du montant initial du marché, conformément à l'article R.2194-3 du Code de la commande publique.

9.11 Valorisation des ordres de service

Par dérogation aux dispositions du **CCAG-FCS**, le recours aux **ordres de service** pour fixer ou valoriser des **prestations supplémentaires ou modificatives non prévues initialement** est **interdit** dans le cadre du présent marché à procédure adaptée.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune rémunération complémentaire pour des prestations exécutées sans ordre formel de modification du marché, dûment signé par le pouvoir adjudicateur.

Cette règle vise à garantir la transparence, la traçabilité et la maîtrise des dépenses publiques, en cohérence avec la nature du présent marché de fourniture et de maintenance de matériels informatiques, dont les conditions techniques et financières sont intégralement définies dans le CCTP et les documents contractuels.

9.12 Constatation de l'exécution des prestations

9.12.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application des dispositions du CCAG-FCS (article 25). Elles ont pour objet de vérifier la conformité des matériels, logiciels, accessoires et services fournis aux stipulations du CCTP, du bordereau des prix et des éventuelles commandes émises dans le cadre de l'accord-cadre.

Le contrôle porte notamment sur :

- la conformité technique et fonctionnelle des matériels livrés (performances, labels, compatibilité) ;
- la présence et la validité des documents associés (certificats, garanties, manuels, attestations de conformité) ;
- la qualité de l'emballage et du transport conformément à l'article 4.2 du CCTP ;
- et le respect des délais et conditions de livraison prévus.

En cas de non-conformité constatée lors du contrôle, un procès-verbal de constat est établi et notifié au titulaire.

9.12.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont réalisées conformément aux articles 26 à 29 du CCAG-FCS. Elles consistent à s'assurer, après contrôle, que les prestations exécutées sont conformes en qualité, quantité et performance aux stipulations contractuelles.

Elles sont effectuées :

- sur le site de livraison désigné par le pouvoir adjudicateur ;
- en présence, si nécessaire, du représentant du titulaire ou de son mandataire local ;
- dans un délai maximal de dix (10) jours ouvrés à compter de la livraison.

Les vérifications peuvent comporter des essais, tests ou constats fonctionnels, notamment pour les équipements nécessitant une configuration ou une mise en service spécifique.

9.12.3 Décisions après vérification

À l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend l'une des décisions suivantes, conformément à l'article 30 du CCAG-FCS :

- Admission des prestations si elles sont conformes aux stipulations contractuelles ;
- Ajournement, lorsque des compléments ou corrections mineures sont nécessaires avant admission ;
- Réfaction, si une partie des prestations présente des écarts mineurs justifiant une réduction de prix ;
- Rejet, si les prestations sont non conformes ou inutilisables.

La décision est notifiée au titulaire par tout moyen conférant date certaine.

En cas de rejet, les matériels ou prestations concernés doivent être remplacés à la charge exclusive du titulaire, dans un délai fixé par l'acheteur.

9.13 Garantie

En application de l'article 1er du CCAG-FCS 2021, certaines stipulations du présent marché dérogent aux dispositions dudit CCTP. Ces dérogations sont expressément listées ci-après, conformément à l'article 2 du CCAG-FCS 2021.

1. **Garantie (dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS 2021)**

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS 2021 relatif à la garantie :

2. **Durée et modalités d'intervention**

La durée de garantie contractuelle applicable aux prestations du présent marché est fixée à quatre (4) ans, avec intervention sur site en J+1 ouvré, pièces, main-d'œuvre et déplacements compris.

Cette garantie s'applique à compter de la date d'admission ou, le cas échéant, de mise en service des fournitures.

3. **Étendue de la garantie**

La garantie couvre tout vice de fabrication, de conception ou de matière, ainsi que tout dysfonctionnement ou défaut de conformité imputable au titulaire.

Elle s'étend à l'ensemble des matériels, logiciels, périphériques et accessoires livrés, y compris ceux remplacés ou réparés pendant la période de garantie.

Le titulaire est tenu d'assurer la disponibilité des pièces détachées pendant toute la durée de la garantie.

4. **Conditions d'exécution**

Les interventions de maintenance sont réalisées sur site, à la demande de la personne publique (DSI du Rectorat de Guyane – site de Troubiran), dans un délai d'un jour franc (J+1) à compter de la demande d'intervention, hors samedis, dimanches et jours fériés, et dans la plage horaire de 8 h à 17 h.

Si la durée d'indisponibilité d'un matériel excède cinq (5) jours ouvrés, le titulaire met à disposition un équipement de remplacement équivalent ou supérieur, jusqu'à la remise en service du matériel initial.

Aucune opération d'envoi, de retour ou d'enlèvement du matériel ne peut être mise à la charge du Rectorat ; toutes les interventions sont effectuées dans les locaux de la personne publique.

5. **Cumul des garanties**

La présente garantie contractuelle s'exerce indépendamment des garanties légales :

- garantie contre les vices cachés (articles 1641 et suivants du Code civil),
- garantie de conformité (articles L.217-3 et suivants du Code de la consommation), lorsqu'elles sont applicables.

6. **Traçabilité et durée intégrale**

Chaque intervention de maintenance donne lieu à un diagnostic technique préalable et à la traçabilité complète des opérations réalisées.

Le remplacement d'un matériel n'interrompt pas la durée de garantie initialement prévue ; celle-ci s'applique intégralement à chaque matériel livré, sans réduction liée à la durée résiduelle du marché.

9.14 **Primes**

Sans objet.

9.15 **Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ne peut se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'Administration.

Passé un délai de deux mois de retard dans l'exécution du bon de commande, et par conséquent la livraison du matériel, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, et peut entraîner l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont cumulables et applicables sans minimum. Le montant total des pénalités ne peut excéder 20 % du montant commandé. Si les pénalités excèdent les 20% de la commande, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

9.15.1 **Pénalités de retard**

Par dérogation au CCAG-FCS, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des livraisons ou interventions est dépassé.

Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Conformément au CCAG-FCS, le seuil d'exonération est fixé à 1000 € HT pour l'ensemble du marché. Par dérogation, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, sans seuil d'exonération.

9.15.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités pour indisponibilité :

En cas d'indisponibilité d'une ou plusieurs installations/appareils, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par la formule :

$$P = (V \times R) / 30$$

dans laquelle

P : montant de la pénalité en € HT

V : valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance

R : nombre de jours calendaires de retard.

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite au titulaire et la résolution du problème.

Conformément au CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété aux obligations de confidentialité, de protection des données à caractère personnel et de sécurité, ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et les pièces particulières du marché.

9.15.3 Pénalités liées aux considérations environnementales

Pénalités liées aux considérations environnementales seront précisées en fonction du CCTP et peuvent inclure :

- Non-conformité aux exigences de tri et recyclage des déchets
- Non-respect des normes environnementales des équipements
- Dépassement des limites de consommation énergétique

9.15.4 Pénalités liées aux outils permettant le suivi financier de l'accord-cadre

En cas de retard dans la communication de l'état trimestriel de consommation (le cas échéant, tous bénéficiaires confondus) du présent-accord cadre, il est appliqué une pénalité égale à :

- Retard dans la communication de l'état trimestriel de consommation : 100 € HT par mois de retard.
- Communication incomplète de l'état de consommation : 100 € HT par bénéficiaire manquant.
- Retard dans la communication à date demandée par l'acheteur : 50 € HT par jour.

Article 10 - REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

10.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Prix fermes actualisables :

Si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la fixation du prix, les prix sont actualisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 (I-3 / I_0)$$

dans laquelle

P = prix actualisé

P₀ = prix fixé dans l'offre du titulaire

I₀ = valeur de l'indice/index (indice des prix à la production, INSEE, ou autre indice sectoriel pertinent) en vigueur au mois d'établissement des prix

I-3 = valeur de l'indice/index (**A DEFINIR**) trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

Les prix actualisés prennent effet à compter de la date de début d'exécution des prestations.

Prix fermes :

Les prix des prestations ne font pas l'objet de variation de prix.

Le titulaire transmet à l'acheteur, son catalogue et tarif(s) public(s) en vigueur.

Le titulaire applique a minima à l'acheteur tout rabais et remises, accordés à l'ensemble de sa clientèle. La liste des produits est éventuellement revue au moment de l'ajustement du tarif public du titulaire.

Clause de sauvegarde :

[Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 5%, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

10.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

10.4 **Modalités financières**

10.4.1 **Répartition des paiements**

La périodicité des acomptes s'effectuera mensuellement

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

10.4.2 **Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire**

Une retenue de garantie de 5 % est appliquée sur le montant du bon de commande pour les titulaires non PME, et 3 % pour les PME.

La retenue de garantie peut être remplacée, au choix du titulaire, par :

- une garantie à première demande, ou
- après validation expresse de l'acheteur, une caution personnelle et solidaire, conformément aux articles R.2191-36 et suivants du Code de la commande publique.

Les bons de commande et la partie forfaitaire de l'accord-cadre peuvent être cédés ou nantis conformément aux articles R.2191-46 et suivants du Code de la commande publique.

Sur demande, le titulaire, un co-traitant ou un sous-traitant reçoit :

- une copie de l'original revêtue d'une mention signée précisant que le document est délivré en unique exemplaire pour permettre la cession ou le nantissement,
- un certificat de cessibilité correspondant.

Comptables assignataires compétents :

- Contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) pour les ordonnateurs principaux
- Comptables assignataires visés par :
 - L'arrêté du 23 décembre 2019 (services civils de l'État)

Les comptables assignataires compétents sont :

o les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux

o les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :

- L'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'attribution des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'État ;

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

10.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'État et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.4.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

la date d'émission de la facture ;

- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique CHORUS du marché)
- la date et le numéro de la facture
- la dénomination et l'adresse du titulaire
- le numéro de SIRET
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement
- le détail des prestations exécutées et leurs prix unitaires et/ou forfaitaires

- le montant TTC

- les éventuels rabais, remises, ristournes ou escompte

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant TTC ainsi que le cas échéant, les variations de prix établies TTC.

- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire

- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux

- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés

- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix

forfaitaire

- le bénéfice d'une exonération le cas échéant, le numéro de l'ordre de service

Taux de TVA

Il est à noter que la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) n'est provisoirement pas applicable dans le département de la Guyane Française conformément à l'article 294 du Code Général des Impôts .

Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

La transmission des factures s'effectue dans le cadre du présent marché conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2011 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée.

Les factures du titulaire sont établies en un original et deux copies, et envoyées à l'adresse suivante :

Préfecture de Guyane, Direction Générale de l'Administration, Direction Finances et Moyens,
CSPI, (Rectorat Guyane)
Rue Fiedmond, 97300 Cayenne
97306 CAYENNE CEDEX
Service.Exécutant.des PRFPLTF973

Il est recommandé d'effectuer la transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée conformément à la mise en application de l'article 3 de l'Ordonnance n° 20 14-697 du 26 juin 2014.

Il est dès lors préconisé au titulaire d'utiliser le portail Chorus Factures accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://choruspro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

10.5 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état mensuel de la consommation, tous bénéficiaires confondus le cas échéant ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de 7 jours à compter de cette demande ;

- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 50 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'Acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le Titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

10.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;

- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent :

- Via la plate-forme des achats de l'État (PLACE) <https://www.marches-publics.gouv.fr>
- Par messagerie électronique.

11.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

À défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG FCS

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

11.4 **Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Le titulaire devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ces cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

11.5 **Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire : **par voie postale, sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement**, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/>, sur la boîte fonctionnelle suivante : **sraa@ac-guyane.fr**

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

11.6 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour faute grave ou fraude, pour force majeure, pour motif d'intérêt général).

Outre les cas prévus au CCAG-FCS, l'accord-cadre peut être résilié pour les motifs suivants :

- Manquement grave et répété aux obligations contractuelles, notamment :
 - Non-respect du RGPD et obligations relatives à la protection des données à caractère personnel,
 - Non-remplacement de la personne nommément désignée pour l'exécution du marché,
 - Non-respect des règles de sécurité applicables,

Cas particuliers de résiliation :

1. **Clause de sauvegarde et redressement/liquidation judiciaire**

- Le marché peut être résilié dans les cas prévus aux paragraphes relatifs à la **Clause de sauvegarde** et au **Redressement ou liquidation judiciaire** du présent CCAP.

2. **Plafonnement des pénalités**

- Lorsque le plafond de pénalités défini à l'article **8.14.6 "Plafonnement des pénalités"** est atteint, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire, conformément aux articles 39 à 43 du **CCAG-FCS**.

3. **Inexactitude des documents et pièces obligatoires**

- Après signature du marché, si le titulaire ne fournit pas les documents et renseignements exigés par les articles **D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail**, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, **après mise en demeure restée infructueuse**, conformément aux dispositions du **CCAG-FCS**.

4. **Résiliation pour motif d'intérêt général**

- Par dérogation au CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire **ne peut prétendre à aucune indemnité** pour la partie non exécutée du marché

11.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG -FCS

11.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. [A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG -FCS relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre **ou le cas échéant le lot concerné** sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG FCS relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10 %**, du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

La circulaire du 20 novembre 1974 précitée indique que la perte effective ou le surcroît de perte ne doit en aucun cas être mis en totalité à la charge de l'administration. Le titulaire du marché doit en supporter une part qui, en règle générale, est au moins égale à 10%. Elle peut dépasser ce taux si le titulaire n'est pas en mesure de prouver que sa situation financière a été compromise par la surcharge imputable à l'exécution du contrat.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le **CCAG FCS, 43.2** et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. **[ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...]**.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Forme des notifications et des informations »).

11.9 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

11.10 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Cayenne.

7, rue Schoelcher
97300 Cayenne

Tel: 0594 25 49 40

Fax: 0594 25 49 71

Article 12 - ANNEXES

Sans objet

Article 13 - DEROGATIONS AU CCAG

Redressement et liquidation judiciaires

Par dérogation au CCAG-FCS, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire. Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai du mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'opérateur économique.

Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 14 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
8	-Art. 3	- Désignation du représentant du titulaire
9.11	-Art. 4 et 5	-Interdiction des ordres de service pour valorisation
9.13	- art 33	- Garantie
9.15.1	-Art. 14.2 et 14.5	-Pénalités de retard sans seuil ni mise en demeure
11.6	-Art. 42.2	-Résiliation sans indemnité pour motif d'intérêt général
13	-Art. 4	-Procédure spécifique en cas de redressement/liquidation